



COMPTE-RENDU DU BUREAU

MERCREDI 17 AVRIL 2024

En visioconférence

B.O n° 2622

Présents :

Président	Gilles SEZIONALE
Trésorier	Bernard DALMON
Trésorier adjoint	Patrick PEREZ
Secrétaire Générale	Dominique CUPILLARD
Vice-président(e)s	Lazreg BENELHADJ Bénédicte COMPOIS Christiane GUERIN Dominique LAGIER Jean-Luc MANAUDOU Joël PINEAU
Chargés de mission	Denis CADON Benjamin MERCIER Stéphane METZGER

Excusé :

Secrétaire Général Adjoint	Philippe BRIOUT
----------------------------	-----------------

Assistent :

Directeur Technique National	Julien ISSOULIE
DTN Adjointe	Agnès BERTHET
Directeur Général	Laurent CIUBINI
Directrice Administrative et Financière	Alexandra LABOUCHEIX
Responsable Juridique	Antoine FONTAINE
Responsable de la coordination des Instances	Magali TAPRET
Coordinatrice administrative Présidence/Évènementiel	Valérie GICQUEL

Dominique Cupillard procède à l'appel nominal.

Gilles Sézionale revient sur la magnifique inauguration du CAO en présence du Président de la République Emmanuel Macron, le jeudi 4 avril dernier ainsi que sur le rendez-vous avec Michel Cadot, délégué interministériel, qui a confirmé tout l'intérêt porté par le Gouvernement à la Fédération Française de Natation, notamment en termes de chances de médailles aux JO de Paris 2024.

1. Affaires Administratives

1.1 – Validation des procès-verbaux des cercles de compétence

- **CC Pratique d'une activité saisonnière du 15 novembre 2023 et du 17 janvier 2024 (en annexe)**

Ces procès-verbaux sont validés par le Bureau.

- **CC Animation territoriale de pleine nature du 24 novembre 2023 (en annexe)**

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

- **CC Maîtres du 18 mars 2024 (en annexe)**

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

- **CC Licences et Affiliations du 23 mars 2024 (en annexe)**

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

- **CC Médical du 26 mars 2024 (en annexe)**

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

- **CC Natation Artistique du 3 avril 2024 (en annexe)**

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

1.2 – Modifications statutaires et réglementaires pour présentation à l'assemblée générale des 31 mai et 1er juin 2024 à Nice (Statuts, Règlement Intérieur)

Antoine Fontaine précise que les modifications statutaires proposées visent à prendre en compte les remarques de la Direction des Sports concernant nos statuts pour lesquels nous avons eu un retour au cours du dernier trimestre 2023.

Ces modifications visent principalement à bien adapter nos statuts à la loi n°2022-296 du 2 mars 2022 visant à démocratiser le sport en France.

A la marge, certaines modifications sont proposées par le Cercle de Compétences Juridique pour répondre à ce qui correspond à notre pratique mais qui n'aurait pas été formalisé dans nos statuts.

Modifications statutaires suite à l'analyse de nos statuts par la Direction des Sports du Ministère des Sports et des JOP

Article 8 :

Remarque de la Direction des Sports : Cet article ne fait état que de la délégation décernée par le ministre chargé des sports dans chaque discipline sportive. Vous avez le droit d'instituer une règle qui ne permet pas aux deux représentants de représenter la même discipline, mais pas en application du présent article.

Pour gagner en lisibilité, il est également proposé de définir précisément les modalités précises d'élection des sièges réservés dans le règlement intérieur.

« Le CODIR est composé de trente-huit (38) membres parmi lesquels :

- Trente-deux (32) membres sont élus par l'Assemblée Générale Elective de la FFN. **Les modalités d'élection spécifiques à ce collège général sont définies par l'article 9 des présents statuts complétés par le règlement intérieur ;**
- Deux (2) représentants des « sportifs de haut niveau », dont un homme et une femme ne devant pas représenter la même discipline déléguée par le ministre chargé des Sports ~~par application de l'article L.131-14 du code du sport — ils représentent une discipline lorsqu'ils ont été inscrits sur liste ministérielle comme sportif de haut niveau dans cette discipline —~~, sont élus ~~représentants par la commission des sportifs de haut-niveau de la FFN.~~ **Les modalités d'élection spécifiques à ce collège sont définies par le règlement intérieur.** ~~Pélection de ces représentants a lieu au plus tard le 31 décembre de l'année durant laquelle se tiennent les Jeux Olympiques d'été et avant la tenue de l'Assemblée Générale Elective de la FFN ;~~
- Deux (2) représentants des « officiels », dont un homme et une femme, ne devant pas officier dans la même discipline déléguée par le ministre chargé des Sports ~~par application de l'article L.131-14 du code du sport~~, sont élus à bulletin secret par leurs pairs. **Les modalités d'élection spécifiques à ce collège sont définies par le règlement intérieur ;** ~~Pélection de ces représentants a lieu au plus tard le 31 décembre de l'année durant laquelle se tiennent les Jeux Olympiques d'été et avant la tenue de l'Assemblée Générale Elective de la FFN ;~~
- Deux (2) représentants des « entraîneurs », dont un homme et une femme ne devant pas entraîner dans la même discipline déléguée par le ministre chargé des Sports ~~par application de l'article L.131-14 du code du sport~~, sont élus par leurs pairs. **Les modalités d'élection spécifiques à ce collège sont définies par le règlement intérieur.** ~~élus à bulletin secret par un collège « entraîneurs » composé de tous les entraîneurs déclarés comme tels et licenciés à la FFN au 31 août précédant l'élection ; l'élection de ces représentants a lieu au plus tard le 31 décembre de l'année durant laquelle se tiennent les Jeux Olympiques d'été et avant la tenue de l'Assemblée Générale Elective de la FFN.~~

En outre, la composition du CODIR doit respecter les conditions suivantes :

- au moins un médecin ;
- une représentation strictement paritaire des hommes et des femmes ;

- *représenter une diversité d'associations affiliées et de ligues régionales* ».

Enfin, il est proposé d'ajouter un paragraphe pour expliciter le fait qu'un membre ne peut se porter candidat que pour un collège :

« Il est précisé qu'un candidat ne peut être candidat au titre de plusieurs sièges réservés aux licenciés ayant une qualité particulière ou au titre d'un siège réservé aux licenciés ayant une qualité particulière et du collège général. »

Laurent Ciubini : cela veut-il dire qu'une personne qui serait candidate au titre des officiels, SHN ou entraîneurs et qui ne serait pas élue, ne pourrait pas être reprise sur la liste du collège général ?

Après discussion, le Bureau décide qu'un candidat non retenu au titre d'un siège réservé pourra être candidat sur une liste de Codir générale, à savoir :

« Il est précisé qu'un candidat ne peut être candidat au titre de plusieurs sièges réservés aux licenciés ayant une qualité particulière ou au titre d'un siège réservé aux licenciés ayant une qualité particulière. »

Articles 9.2.2 et 9.2.3 :

Remarque de la Direction des Sports : Certaines dispositions sont devenues obsolètes suite à l'évolution du code électoral. Dans l'attente du toilettage de cette disposition et à l'occasion de la modification de vos statuts il est toutefois possible de prévoir une rédaction alternative, étant entendu qu'il s'agit seulement d'une proposition.

- Article 9.2.2

« Les candidats aux postes de membres du Comité Directeur de la FFN doivent être :

- *Majeurs et âgés de moins de soixante-dix (70) ans au 1er janvier de l'année au cours de laquelle a lieu l'élection,*
- *Avoir été licenciés à la FFN pendant trente-six (36) mois, consécutifs ou non, à la date limite de dépôt des candidatures,*
- ***Et ne pas avoir fait l'objet d'une interdiction de droit de vote ou d'éligibilité en vertu de l'article 131-26 du code pénal* ».**

- Article 9.2.3

« Ne peuvent être élus membres d'une instance dirigeante :

- ~~— les personnes de nationalité française condamnées à une peine qui fait obstacle à leur inscription sur les listes électorales ;~~
- ~~— les personnes de nationalité étrangère condamnées à une peine qui, lorsqu'elle est prononcée contre un citoyen français, fait obstacle à son inscription sur les listes électorales ;~~
- *Les personnes à l'encontre desquelles a été prononcée une sanction d'inéligibilité à temps, notamment pour manquement grave aux règles techniques du jeu constituant une infraction à l'esprit sportif ;*
- *les personnes ne remplissant pas l'obligation légale d'honorabilité des encadrants et dirigeants dans le milieu du sport fixée par les articles L212-1, L212-9 et L322-1 du Code du sport et contrôlée via les conditions fixées à l'article 21.2 ».*

Article 9 Bis :

Remarque de la Direction des Sports concernant l'article 9.3.1.1 : En application de l'article 33 de la loi du 2 mars 2022, tous les membres de l'organe collégial d'administration (sauf ceux élus par leurs pairs) doivent être élus par l'AG élective. Il n'est pas possible qu'un membre du CODIR puisse siéger sans avoir remplie cette condition.

Nous vous préconisons la solution suivante, étant entendu qu'il ne s'agit que d'une proposition : Vous pouvez coopter une personne pour pourvoir le poste vacant mais ce dernier ne pourra détenir une voix délibérative qu'à condition d'être ratifié par l'AG élective que vous convoquerez spécialement à cet effet.

- *« Tout membre du CODIR qui n'aura pas assisté à trois réunions consécutives sera considéré comme démissionnaire. A titre exceptionnel, le CODIR pourra considérer les trois absences comme justifiées et ainsi refuser la démission automatique du membre concerné.*

*En cas de vacance, le candidat venant immédiatement après le dernier élu de la liste s'étant vu attribuer le siège devenu vacant est appelé à remplacer le membre du CODIR dont le siège est devenu vacant pour quelque cause que ce soit, **pour la durée du mandat restant à courir.***

Si le candidat ainsi désigné se désiste ou ne remplit plus au jour de l'attribution du poste les conditions d'éligibilité, le poste est attribué au candidat suivant de cette même liste et ainsi de suite, jusqu'au dernier candidat de la liste, tant que le poste n'est pas attribué.

Cette disposition s'entend dans le respect des conditions de composition du CODIR prévues à l'article 8 des Statuts.

Si la vacance concerne le poste de médecin et qu'aucun médecin ne figure parmi les membres restants du CODIR ou si une liste est épuisée en ce qu'elle ne comporte aucun suppléant du même sexe remplissant les conditions d'éligibilité, le poste vacant est pourvu par une personne de même sexe, le cas échéant répondant aux critères d'éligibilité requis pour le siège de médecin, élue par l'assemblée générale élective sur proposition de la tête de liste, pour la durée de mandat restant à courir.

Dans l'attente d'une ratification par l'Assemblée Générale élective qui lui permettra de détenir une voix délibérative, le membre proposé par l' élu en tête de la liste concernée sera coopté au sein du Comité Directeur mais ne bénéficiera que d'une voix consultative.

~~*— au moins un médecin et une représentation strictement paritaire des femmes et des hommes :—*~~

~~*— si la vacance concerne le poste de médecin et qu'aucun médecin ne figure parmi les membres restants du CODIR, le CODIR pourvoit par cooptation au remplacement de ce poste de médecin ;*~~

~~*— si la personne arrivant immédiatement en position suivante sur la liste ne permet pas de respecter la représentation par sexe, le candidat suivant, qui devra être du même sexe que la personne démissionnaire, se verra attribuer le poste vacant. Dans l'hypothèse où cette représentation ne pourrait être assurée du fait du sexe des candidats restants sur la liste, le poste restera vacant.*~~

Dans le cas où une seule liste serait représentée ou si une liste est épuisée de sorte qu'il n'est pas possible de pourvoir au poste vacant par un candidat présent sur cette liste, le Comité Directeur pourvoit également par cooptation au remplacement de ce poste dans le respect des conditions de composition du CODIR prévues à l'article 8 des Statuts.

Le mandat de la personne ayant remplacé un membre du CODIR dont le siège était devenu vacant expire en même temps que celui des autres membres du CODIR normalement élus. »

Remarque de la Direction des Sports concernant l'article 9.3.1.3 :

En application du point n°2.2.2.3.1 de l'annexe I-5 du code du sport, vous devez prévoir les conditions de remplacement d'un membre d'une instance dirigeante en cas de vacances. Faute de candidats ou afin de respecter l'obligation de parité, ce poste peut évidemment rester vacant.

A l'instar des représentants des SHN, les candidats qui postuleront aux postes laissés vacants devront être élus par leurs pairs.

- « En cas de vacance d'un membre du CODIR élu par les collègues « officiels » et « entraîneurs », **un suppléant du même sexe sera amené à le remplacer pour la durée du mandat restant à courir. A défaut de suppléant élu par ses pairs lors des élections des collègues spéciaux, le poste restera vacant jusqu'aux prochaines élections des collègues spéciaux.** ~~Le poste reste vacant jusqu'à la prochaine AGE.~~ ».

Article 12.1 :

Remarque de la Direction des Sports : Un président qui démissionnera au bout de 3 ans et 6 mois ne sera pas considéré comme un président de plein exercice.

Afin d'éviter tout détournement à l'esprit de la loi, nous préconisons de mettre en place une différence plus rigide du mandat de plein exercice. Cette décision est laissée à votre appréciation.

*« Le Président est élu lors de l'AGE - il s'agit du membre en tête de la liste de candidature majoritaire lors de l'élection du CODIR. **Son mandat prend fin avec celui du Comité Directeur.***

*Nul ne peut exercer plus de trois mandats accomplis dans leur intégralité (pour la durée fixée par les statuts) et en pleine qualité de président **-, de plein exercice consécutifs ou non, au poste de Président.***

Un mandat de plein exercice est d'une durée de quatre (4) ans. Il est également précisé que :

- *Un mandat de Président exercé pendant une durée minimale de vingt-quatre (24) mois est considéré comme un mandat de plein exercice ;*
- *Le Président de Fédération qui démissionne dans les douze (12) mois précédant la fin de la mandature sera réputé avoir exercé un mandat de plein exercice ».*

Article 12.2 :

Remarque de la Direction des Sports : Conformément à l'article 33 de la loi du 2 mars 2022 instaurant le seuil limite de 25% pour les licenciés ayant une qualité particulière (les SHN au bureau), votre bureau doit être constitué au minimum de 8 membres.

Président, trésorier, SG (et les vice-présidents si vous en avez) doivent effectuer dans les 2 mois suivants leurs élections une déclaration d'intérêts et de patrimoine auprès de la HATVP conformément à l'article 11 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013.

Cette inscription ne doit pas expressément figurer dans vos règlements généraux, mais il est préférable de l'ajouter étant donné qu'il s'agit d'une obligation légale.

- « Après l'élection du Président, le Comité Directeur élit en son sein, au scrutin secret, un Bureau Exécutif composé d'au moins huit personnes. Il comprend a minima le Président, le Secrétaire Général et le Trésorier et les deux représentants de la Commission des Sportifs de Hauts Niveau ».

Article 14.1 :

Remarque de la Direction des Sports : Le président doit être élu par l'AG électorale conformément à l'article 33 de la loi du 2 mars 2022.

En cas de vacances du président, une nouvelle AG électorale doit être organisée afin de pourvoir ce poste.

Le CODIR peut proposer à l'AG électorale un nouveau président mais seule cette dernière est en mesure d'élire le président afin qu'il prenne ses fonctions.

- « En cas de vacance du poste de Président, pour quelque cause que ce soit, le CODIR, ~~après avoir été complété au préalable élit parmi ses membres un nouveau président~~ propose à l'assemblée générale électorale la candidature de l'un de ses membres à la présidence de la Fédération, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur. Ce membre exerce provisoirement les fonctions de président jusqu'à l'assemblée générale électorale qui devra se tenir dans les trois (3) mois suivant le début de la vacance ».

Article 16.1 :

Remarque de la Direction des Sports : Pourquoi seulement le candidat en tête de liste ?

Proposition d' étoffer certains articles et ouverture de la possibilité de saisine de la CSOE à tous les candidats et pas uniquement à celui placé en tête de liste.

- Article 16.1.1 : « La CSOE est chargée de veiller au respect des dispositions prévues par les Statuts et le Règlement Intérieur, lors des opérations de vote relatives à l'élection du CODIR et du président de la FFN, **de la CAHN ainsi que des représentants des « officiels » et « entraîneurs »**.
- Article 16.1.3 : « La CSOE peut **s'autosaisir ou être saisie par tout candidat pour tout litige relatif à la recevabilité des candidatures, en particulier les cas d'inéligibilité** ».

Article 20 :

Remarque de la Direction des Sports : Conformément au point n°1.3.2 de l'annexe I-5 du code du sport, le ressort territorial de ces organismes ne peut être autre que celui des services déconcentrés du ministère chargé des sports que sous réserve de justifications et en l'absence d'opposition motivée du ministre chargé des sports (alinéa suivant également).

Afin de pouvoir créer des organismes interdépartementaux, vous devez le justifier auprès du ministère des sports.

A titre d'exemple, nous préconisons d'insérer la disposition suivante, étant bien entendu que ce n'est qu'une proposition : " A titre dérogatoire et sous réserve de justifications et en l'absence d'opposition motivée du ministre chargé des sports, la fédération peut créer des organismes interdépartementaux dans le(s) cas où ...".

« La FFN constitue en son sein, sous la forme d'associations sportives déclarées, des organismes régionaux et (inter)départementaux. Ces organismes régionaux et (inter)départementaux sont chargés de représenter la FFN dans leur ressort territorial respectif et d'y assurer l'exécution d'une partie des missions de la FFN.

Conformément à l'annexe I-5 du Code du Sport, le ressort territorial de ces organismes régionaux et (inter)départementaux ne peut être autre que celui des services déconcentrés du ministère chargé des sports que sous réserve de justifications et en l'absence d'opposition motivée du ministre chargé des sports.

Les organismes constitués par la FFN dans les régions ultrapériphériques, départements d'outre-mer, en Nouvelle-Calédonie, ~~à Tahiti~~ ou à Saint-Pierre-et-Miquelon peuvent en outre, le cas échéant, conduire des actions de coopération avec les organisations sportives des États de la zone géographique dans laquelle ils sont situés et, avec l'accord de la FFN, organiser des compétitions ou manifestations sportives internationales à caractère régional ou constituer des équipes en vue de participer à de telles compétitions ou manifestations ».

Article 21.5 :

Remarque de la Direction des Sports : Cette disposition qui est une transposition du a) du 3° de l'article L. 131-16 du code du sport a été modifiée en 2019. Il faudrait compléter cette disposition par : "relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne ou des droits

exclusifs d'organiser et d'exploiter des jeux de paris sportifs prévus à l'article 137 de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises ou lorsque (...)»

« Conformément à l'article L.131-16 du Code du Sport, les acteurs des compétitions organisées par la F.F.N., dont la liste est fixée par l'article D131-36-1, ne peuvent :

- réaliser des prestations de pronostics sportifs sur l'une des compétitions de leur discipline lorsqu'ils sont contractuellement liés à un opérateur de paris sportifs titulaire de l'agrément prévu à l'article 21 de la loi n°2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne **ou des droits exclusifs d'organiser et d'exploiter des jeux de paris sportifs prévus à l'article 137 de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises** ou lorsque ces prestations sont effectuées dans le cadre de programmes parrainés par un tel opérateur ;
- détenir une participation au sein d'un opérateur de paris sportifs titulaire de l'agrément prévu au même article 21 **ou de l'opérateur titulaire des droits exclusifs mentionnés au paragraphe précédent**, qui propose des paris sur la discipline sportive concernée ;
- engager, directement ou par personne interposée, des mises sur des paris reposant sur l'une des compétitions de leur discipline et de communiquer à des tiers des informations privilégiées, obtenues à l'occasion de leur profession ou de leurs fonctions, et qui sont inconnues du public ».

Modifications statutaires complémentaires proposées par le CC Juridique

Préambule et annexe : Ajout du contrat d'engagement républicain :

Le CER était cité mais non annexé aux statuts en dépit de l'obligation faite par le décret n°2022-87 du 10 juin 2022, relatif aux conditions d'attribution et de retrait de l'agrément accordé aux associations et aux fédérations sportives.

- Modification du préambule : « La FFN a souscrit un contrat d'engagement républicain **(en annexe des présents statuts)** [...] ».
- Ajout d'une annexe.

Article 2 :

Mise en cohérence : l'adresse étant précisée dans les statuts, une modification de l'adresse devra se faire dans les conditions fixées par l'article dédié aux modifications statutaires.

- « Le siège social peut être transféré par délibération de l'Assemblée Générale **dans les conditions fixées à l'article 23 des présents statuts** ».

Article 4.3 :

Proposition de suppression de l'article pour des raisons de cohérence.

Le CODIR étant élu par une AGE composé de dirigeants de clubs, il n'est pas logique que les membres puissent être révoqués par une AG composée d'autres représentants.

L'article 9.1 concernant l'AGE intègre l'ensemble des mentions de l'article 4.3.

- « 4.3. ~~Déstitution des membres du Comité Directeur pour motif grave~~
~~L'AG peut mettre fin au mandat du CODIR avant son terme normal, pour motif grave et dans le respect des droits de la défense, par un vote intervenant dans les conditions ci après :~~
~~L'AG doit avoir été convoquée à cet effet à la demande du tiers de ses membres représentant le tiers des voix.~~
~~Les deux tiers des membres de l'AG doivent être présents ou représentés.~~
~~La révocation du CODIR doit être votée à la majorité absolue des suffrages exprimés et des bulletins blancs.~~
~~Les votes de l'AG portant sur des personnes ont lieu à bulletin secret.~~ »

Article 5.4 :

Proposition de précision concernant la possibilité pour les personnes physiques ou morales d'être membres.

- « Le titre de membre honoraire, membre d'honneur ou **membre bienfaiteur** peut être décerné par le Comité Directeur aux **personnes physiques ou morales** qui rendent ou ont rendu des services signalés à la FFN. Ce titre confère aux personnes qui l'ont obtenu le droit d'assister à l'AG, avec voix consultative ».

Article 5.5 :

Proposition de suppression de la voix consultative pour les personnes assistant à l'AG :

- « ~~Peuvent assister, avec voix consultative~~ **sans voix délibérative**, aux séances de l'AG :
 - o Les Présidents de ligue régionale, qui n'auraient pas la qualité de délégué régional ;
 - o Le Directeur Technique National (DTN) et ses collaborateurs ;
 - o Les agents rétribués par la FFN, sous réserve de l'autorisation du Président ».

Après discussion et afin d'éviter toute confusion entre « voix consultative » et « voix délibérative », le Bureau décide de ne pas présenter cette modification.

Article 9 :

Proposition de compléter l'article pour tenir compte de la suppression de l'article 4.3 (en reprenant les conditions qui y étaient prévues).

Absence de prise en compte de la remarque de la Direction des Sports concernant le « motif grave ». Cela sera à définir au cas par cas.

Remarque de la Direction des Sports : Comment savoir ce qui résulte d'un motif grave ou non ? Qui prend la décision de déterminer si la demande de révocation est faite selon un motif assez grave pour la présenter devant l'AG ?

Enfin, proposition de suppression de la possibilité de désigner des représentants de clubs en cas d'organisation de l'AGE en distanciel.

- « Article 9 : Élection ~~des membres~~ du Collège Général du Comité Directeur par l'Assemblée Générale Elective
L'Assemblée Générale Elective (AGE) élit le CODIR et le Président de la FFN pour un mandat de quatre ans. L'AGE est ainsi convoquée par le Président de la FFN au moins une fois tous les quatre ans, à la date fixée par le CODIR.
Elle peut mettre fin au mandat du CODIR avant son terme normal, pour motif grave et dans le respect des droits de la défense, par un vote **à bulletin secret** intervenant dans les conditions ci-après :

- L'AGE doit avoir été convoquée à cet effet à la demande du tiers de ses membres représentant le tiers des voix ;
- **Les deux tiers des membres de l'AG doivent être présents ou représentés.**
- La révocation du CODIR doit être votée à la majorité absolue des suffrages exprimés et des bulletins blancs.

L'AGE se compose des représentants directs des associations sportives à jour de leur cotisation et affiliées à la FFN durant la saison précédente.

Chaque association y délègue son président ou, **sauf en cas d'organisation de l'AGE en distanciel avec vote électronique**, l'un de ses membres en cas d'empêchement de ce dernier. Ces représentants doivent être licenciés à la FFN ».

Concernant la délégation de vote du Président de club, Laurent Ciubini rappelle qu'il y a 4 ans les Présidents avaient la possibilité, en cas d'empêchement, de désigner quelqu'un qui les remplace pour voter à leur place. Christiane Guérin fait remarquer qu'il est impossible de savoir lors d'un vote électronique en distanciel qui est derrière l'ordinateur. Les Présidents peuvent en effet donner leur code.

Patrick Perez : qu'advient-il d'un Président qui démissionne dans l'intervalle de la réception du code et de l'ouverture du scrutin ?

Antoine Fontaine répond que c'est le Président déclaré sur extranet le jour de l'ouverture du scrutin qui votera.

Lazreg Benelhadj demande s'il n'y a -t-il pas possibilité de recevoir le code au moment du vote ?

Laurent Ciubini répond que cela sera demandé au prestataire de vote.

Ces remarques prises en compte, le Bureau ne retient pas cette proposition de modification.

Article 10 :

Il est proposé de prévoir dans le règlement intérieur les modalités d'une consultation électronique du CODIR.

Proposition d'ajout en fin d'article :

- « **Les présentes modalités de réunion du CODIR seront complétées par le règlement intérieur** ».

Article 11.2 :

Proposition d'ajout de la possibilité de réunir des réunions de bureau en visioconférence.

- « Le Bureau Exécutif peut se réunir par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant l'identification de ses membres et leur participation effective à une délibération collégiale. **Il peut également tenir des réunions en format hybride (présentiel et distanciel)** ».

Article 16.5 :

Proposition d'étoffer et de préciser le fonctionnement de la Commission des Athlètes de Haut-Niveau. Il est notamment proposé d'apprécier la qualité de SHN sur la dernière olympiade (ou les deux dernières olympiades) comme critère d'éligibilité.

« 16.5.1. ATTRIBUTION

La Commission des SHN est chargée de :

- *promouvoir les intérêts des SHN au sein ou auprès des instances dirigeantes de la FFN, et de formuler auprès de ces dernières des propositions ou des avis destinés à promouvoir et développer le SHN ;*
- *mener toute action pour promouvoir et développer le SHN, dans le respect des orientations générales définies par la FFN ;*
- *promouvoir les droits et les intérêts des SHN, et de formuler des recommandations dans ce sens auprès des pouvoirs publics et de la société civile ;*
- *D'assurer un dialogue, au nom et pour le compte de la FFN, avec la commission des athlètes de Haut-niveau du Comité National Olympique du Sport Français ;*
- *Se prononcer sur tout autre thématique qui lui serait proposée par le bureau fédéral, en lien avec la politique fédérale.*

16.5.2. COMPOSITION

La Commission des SHN est composée de six (6) membres au moins à dix (10) membres au plus, dont au moins 3 membres de chaque sexe.

Pour être membre de la Commission, il faut :

- *Être titulaire d'une licence FFN en cours de validité ;*
- *Être majeur ;*
- *Être inscrit sur les listes ministérielles (Senior, Relève, Elite, Reconversion) au titre de la fédération au moment de leur désignation) ou l'avoir été au moins une fois au cours de l'Olympiade en cours au moment de leur désignation ou la précédente ;*
- *Respecter les conditions d'éligibilité fixées aux articles 9.2.2 et 9.2.3 des présents statuts.*

La perte du statut de SHN durant le mandat n'emporte pas la perte de la qualité de représentant de la Commission SHN que ce soit devant le Bureau Exécutif ou le CODIR de la FFN.

En revanche, un membre élu de la Commission qui deviendrait salarié de la FFN ou agent d'état détaché auprès de la FFN sera considéré comme démissionnaire.

16.5.3. ELECTION DES MEMBRES DE LA COMMISSION

L'élection de la Commission des SHN a lieu au plus tard le 31 décembre de l'année durant laquelle se tiennent les Jeux Olympiques d'été et avant la tenue de l'Assemblée Générale Elective de la FFN.

Sont électeurs, les licenciés de la FFN ayant la qualité de sportif du haut-niveau au sens du chapitre 1er du titre II du livre II du code du sport au titre de la fédération et de l'année civile en cours de l'élection, majeurs au jour de l'ouverture du scrutin.

Chaque électeur dispose d'une voix.

Les membres de la Commission des SHN sont élus pour un mandat de quatre ans via un scrutin plurinominal majoritaire à un tour, à la majorité relative. Le vote s'effectue à bulletin secret. Le vote à distance dématérialisé est autorisé.

En l'absence de candidat(s) de la CAHN le ou les postes restera/ont vacant(s) et ne pourra être pourvu par d'autres licenciés.

Cette commission doit ensuite se réunir dans les quinze (15) jours suivant son élection pour désigner deux représentants, un homme et une femme, , qui siégeront en tant que membres élus par la commission des SHN au CODIR de la FFN ainsi qu'à son Bureau Exécutif.

16.5.4. REUNION DE LA COMMISSION

La présidence de la commission est assurée par deux co-présidents constitués par les représentants qu'elle aura désignés pour représenter les intérêts des sportifs de haut niveau au CODIR et au Bureau.

La commission des sportifs de haut niveau ne peut valablement délibérer que si au moins trois de ses membres sont présents, dont un co-président.

La commission peut également inviter à ses réunions toute personne dont l'expertise est requise.

La commission se réunit sur convocation d'un co-président au moins deux fois par an. Elle peut se réunir sous forme de conférence téléphonique, visioconférence ou par tout moyen permettant la représentation effective de ses membres ».

Concernant la proposition « *Être inscrit sur les listes ministérielles (Senior, Relève, Elite, Reconversion) au titre de la fédération au moment de leur désignation) ou l'avoir été au moins une fois au cours de l'Olympiade en cours au moment de leur désignation ou la précédente ;* », le Bureau décide d'élargir à deux olympiades.

Article 21.4 :

Proposition d'étoffer l'article concernant la perte de qualité de licencié.

« La licence peut être retirée à son titulaire :

- *pour motif disciplinaire, dans les conditions prévues par le Règlement Disciplinaire ou en application des dispositions du Code du sport en matière de lutte contre le dopage ;*
- *pour tout motif en contradiction avec le contrat d'engagement républicain ;*
- *en application de mesures de précaution et protection des licenciés ;*
- *en cas d'incapacité d'un licencié soumis au contrôle d'honorabilité, dans les conditions prévues par le Règlement Disciplinaire ».*

Modifications réglementaires proposées par le CC Juridique

Article 5 :

Proposition de création d'un nouvel article 5 visant à clarifier les modalités d'élection et les critères d'éligibilité des différents collèges spéciaux.

Il est proposé d'adopter les mêmes conditions d'éligibilité qu'au collège général du CODIR.

Il est également prévu :

- la possibilité pour un licencié de participer aux opérations de vote pour plusieurs collèges ;
- en revanche, un licencié ne peut se porter candidat que pour un seul collège.

Enfin, le nouvel article 5 instituerait un système de liste électoral sur lesquelles devront s'inscrire les votants en amont des élections.

« Article 5 : Election des représentants des SHN, des représentants des entraîneurs et des représentants des officiels

- 5.1. Critères d'éligibilité

Les candidats à un siège réservé au titre des représentants des entraîneurs, des représentants des officiels ou des représentants des sportifs de haut-niveau, doivent être, à la date limite de candidature :

- *Majeurs et âgés de moins de soixante-dix (70) ans au 1er janvier de l'année au cours de laquelle a lieu l'élection,*
- *Avoir été licenciés à la FFN pendant trente-six (36) mois, consécutifs ou non, à la date limite de dépôt des candidatures.*
- *Ne pas avoir fait l'objet d'une interdiction de droit de vote ou d'éligibilité en vertu de l'article 131-26 du code pénal.*
- *Et respecter les conditions d'absence de condamnation pénale et de licenciement fixées par les articles 9.2.2 et 9.2.3 des statuts ;*

En complément de ces conditions d'éligibilité générales, les conditions spécifiques suivantes sont applicables :

- *Pour les représentants des « sportifs de haut-niveau » ;*

Les représentants des « sportifs de haut-niveau », devront avoir été préalablement élus au sein de la Commission des Sportifs de Haut-niveau.

- *Pour les représentants des « entraîneurs » ;*

Tout candidat à un siège réservé aux représentants des entraîneurs doit être, au 31 août précédant l'élection, titulaire d'une licence à laquelle est rattachée l'activité d'« entraîneur de [discipline concernée] ». En outre, ce candidat devra s'être inscrit comme électeur auprès de la Fédération avant la date limite fixée par le Comité Directeur et avoir fait acte de candidature auprès de la CSOE de la FFN dans les conditions prévues par l'article 6.3.1 du présent règlement intérieur.

- *Pour les représentants des officiels ;*

Tout candidat à un siège réservé aux représentants des officiels doit être, au 31 août précédant l'élection, figurer dans la base des officiels actifs. En outre, ce candidat devra s'être inscrit comme électeur auprès de la Fédération avant la date limite fixée par le Comité Directeur et avoir fait acte de candidature auprès de la CSOE de la FFN dans les conditions prévues par l'article 6.3.1 du présent règlement intérieur.

- 5.2. Modalités

L'élection, à bulletin secret, des représentants de SHN, des représentants des entraîneurs et des représentants des officiels a lieu au plus tard le 31 décembre de l'année durant laquelle se tiennent les Jeux Olympiques d'été et avant la tenue de l'Assemblée Générale Elective de la FFN. Ces représentants sont élus pour une olympiade.

Un licencié peut appartenir à plusieurs collèges électoraux et prendre part aux différents votes. En revanche, il ne peut se porter candidat qu'au titre d'un seul collège.

Il peut être recouru à des procédés électroniques de vote dans les conditions prévues aux articles 7.1 et 7.2 du présent règlement intérieur.

Des modalités spécifiques existent en fonction de la qualité des représentants élus ;

- Pour les représentants des « sportifs de haut-niveau » ;*

Les représentants des « sportifs de haut-niveau », dont un homme et une femme ne devant pas représenter la même discipline déléguée par le ministère chargé des Sports (ils représentent une discipline lorsqu'ils ont été inscrits sur liste ministérielle comme sportif de haut niveau dans cette discipline) seront élus par la commission fédérale des sportifs de haut niveau dans un délai de quinze jours à compter de l'élection des membres de la commission des sportifs de haut niveau.

- Pour les représentants des « entraîneurs » ;*

Le collège des « entraîneurs » comprend les licenciés :

- Titulaires d'une licence en cours de validité au jour de leur inscription comme électeur auprès de la Fédération selon le calendrier fixé par le Comité Directeur ;*
- Majeurs au jour de leur inscription sur les listes électorales ;*
- Titulaire au 31 août précédant l'élection d'une licence à laquelle est rattachée l'activité d'« entraîneur de [discipline concernée] ».*

Le collège des « entraîneurs » élit au scrutin secret plurinominal à un tour, à la majorité simple des suffrages exprimés, deux représentants : un homme et une femme.

Chaque électeur dispose d'une voix.

Les deux représentants (un homme et une femme), arrivant à la seconde place des suffrages valablement exprimés seront considérés comme suppléants.

En cas d'égalité, le siège est attribué au moins âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

- Pour les représentants des officiels ;*

Le collège des « officiels » comprend les licenciés :

- Titulaires d'une licence en cours de validité au jour de leur inscription comme électeur auprès de la Fédération selon le calendrier fixé par le Comité Directeur ;*
- Majeurs au jour de leur inscription sur les listes électorales ;*
- Considéré comme « officiel actif » au 31 août précédant l'élection.*

Le collège des « officiels » élit au scrutin secret plurinominal à un tour, à la majorité simple des suffrages exprimés, deux représentants : un homme et une femme.

Chaque électeur dispose d'une voix.

Les deux représentants (un homme et une femme), arrivant à la seconde place des suffrages valablement exprimés seront considérés comme suppléants.

En cas d'égalité, le siège est attribué au moins âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

- 5.3 Fin de mandat

Il peut être mis fin au mandat de l'un des membres élus au titre des différents collèges de la façon suivante :

- Par la démission de l'intéressé ;*
- Par une décision de suspension d'exercice de fonctions et/ou de licence, ou de retrait de la licence, prononcée dans les conditions définies par le règlement disciplinaire, pour une durée supérieure ou égale à celle du mandat restant à courir ;*
- Par révocation (étant précisé que l'organe compétent pour révoquer un dirigeant est celui qui l'a investi de son mandat) ».*

Article 6 :

Proposition d'augmenter la taille des listes pour permettre d'avoir des suppléants.

« Pour être recevable, chaque liste doit impérativement être composée au minimum de trente-quatre (34) et au maximum trente-six (36) noms, dont :

- seize (16) hommes et seize (16) femmes, titulaires.
- deux (2) ou quatre (4) suppléants, respectant les conditions de parité, appelés à remplacer un membre élu titulaire en cas de vacance.

Ces noms sont classés et numérotés dans un ordre croissant, correspondant à l'ordre dans lequel les candidats se verront attribuer en priorité des sièges :

- dont au moins un médecin, qui devra obligatoirement être classé et numéroté dans la première moitié de la liste ;
- dont une représentation strictement paritaire des hommes et des femmes sur cette liste constituée *via* une alternance obligatoire homme/femme ou femme/homme dans l'ordre dans lequel les candidats y sont inscrits.

Conformément à l'objectif de l'article 8 des Statuts, chaque liste doit en outre représenter une diversité d'associations affiliées et de ligues régionales, de telle sorte que :

- un maximum de deux (2) licenciés de la même association affiliée peuvent composer une même liste ;
- un minimum de cinq (5) ligues régionales doivent être représentées au sein de chaque liste ; une ligue régionale est représentée dès lors qu'un licencié d'une association affiliée dont le siège social est situé dans son ressort territorial est candidat sur cette liste.

~~Les listes ne devront pas comporter de suppléants.~~

Un débat s'instaure sur la formulation : « Pour être recevable, chaque liste doit impérativement être composée au minimum de trente-quatre (34) et au maximum trente-six (36) noms, dont :

- seize (16) hommes et seize (16) femmes, titulaires.
- deux (2) ou quatre (4) suppléants, appelés à remplacer un membre élu titulaire en cas de vacance.

Il faut bien comprendre qu'il faut obligatoirement 32 noms + 2 suppléants. Cette disposition est proposée pour palier à l'interdiction de cooptation imposée par le Code du Sport et ainsi éviter une élection supplémentaire. Cette proposition fait suite aux discussions en Bureau et au Codir du 29 novembre 2023 où il avait été acté 34 membres au minimum et 36 au maximum.

Patrick Perez précise que cette disposition est uniquement valable s'il n'y a qu'une liste qui se présente. Dans le cas où il y aurait plusieurs listes elle n'a pas lieu d'exister.

Gilles Sézional : Dans l'absolu, si on pousse au bout la logique, il faudrait 32 candidats et 32 suppléants !

Article 10 :

Proposition d'ajout d'une clause organisant le vote électronique.

« Les réunions du Comité Directeur sont présidées par le Président de la FFN.

En cas d'absence du Président, la réunion est présidée par l'un des Vice-présidents délégués, dans l'ordre de leur nomination.

Le comité directeur peut se réunir en présentiel, à distance ou au format hybride présentiel et distanciel, par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et leur participation effective à une délibération collégiale.

Les membres du CODIR participant à distance seront réputés présents pour le calcul du quorum.

Les moyens techniques mis en œuvre doivent transmettre au moins la voix des participants et satisfaire à des caractéristiques techniques permettant l'identification des participants et la retransmission continue et simultanée des délibérations.

Le comité directeur peut recourir à des procédés électroniques, en présentiel ou à distance, pour accomplir les opérations de vote afférentes au CODIR, pourvu que ceux-ci garantissent le caractère régulier et secret du scrutin lorsque cela est requis.

Le Président de la FFN peut également procéder, à une consultation écrite (courrier électronique ou vote électronique), à distance, des membres du comité directeur.

Chaque membre se voit alors adresser par courrier électronique, les résolutions soumises à délibération accompagnées des documents nécessaires à l'information des membres. Les membres disposent alors d'un délai de trois jours minimum à compter de la date de réception du texte des résolutions pour émettre leur vote.

Chaque résolution est adoptée conformément aux règles de majorité et de quorum applicables aux décisions du comité directeur ».

Articles 12 et 13 :

Prise en compte de l'observation de la Direction des Sports à l'article 12.2 des statuts mentionnant l'élection des membres du bureau concernant leur obligation de déclaration du patrimoine auprès de la HATVP par l'ajout de la mention suivante :

- « **Conformément à la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique modifiée par la loi n° 2022-296 du 2 mars 2022 visant à démocratiser le sport en France** ».

Article 21.2 :

Adaptation du RI pour prendre en compte la décision de suppression du Certificat médical pour les majeurs, décidée par le CC Médical.

« Pour les personnes majeures, pour la pratique de la Natation en Eau Froide/ Glacée, la délivrance d'une première licence « Compétition », « Compétition estivale » ou « Eau Libre Promotionnelle » à compter de leur majorité, l'obtention ou le renouvellement d'une licence est subordonné à l'attestation du renseignement d'un questionnaire relatif à l'état de santé du sportif mineur, réalisé conjointement par le mineur et par les personnes exerçant l'autorité parentale.

Lorsqu'une réponse au questionnaire de santé conduit à un examen médical, l'obtention ou le renouvellement de licence nécessite la production d'un certificat médical datant de moins de six mois et permettant d'établir l'absence de contre-indication à la pratique de la ou des disciplines fédérales envisagées (préciser « en compétition »). La durée de six mois s'apprécie au jour de la demande de délivrance de la licence FFN.

la licence FFN est subordonnée à la présentation d'un certificat médical datant de moins d'un an et permettant d'établir l'absence de contre-indication à la pratique de la ou des disciplines fédérales envisagées (préciser « en compétition »). La durée d'un an s'apprécie au jour de la demande de délivrance de la licence FFN.

Pour le renouvellement d'une licence FFN, qui s'entend comme la délivrance d'une nouvelle licence sans discontinuité dans le temps avec la précédente, la présentation d'un certificat médical attestant de l'absence de contre indication n'est pas exigée, sous réserve que le licencié renseigne un questionnaire de santé dont le contenu est précisé par la FFN. Il atteste auprès de la FFN que chacune des rubriques du questionnaire donne lieu à une réponse négative. A défaut, et par exception à l'alinéa précédent, il est tenu de produire un nouveau certificat médical attestant de l'absence de contre indication pour obtenir le renouvellement de sa licence ».

Article 20.6 :

Proposition pour prendre en compte le cas de la Fédération Polynésienne de natation :

« La FFN se réserve le droit de conclure avec chacune des fédérations affinitaires et/ou membres du Conseil Interfédéral des Activités Aquatiques une convention organisant l'obtention d'une des Licences FFN à des conditions tarifaires avantageuses.

Dans le contexte du statut d'autonomie territoriale de la Polynésie Française, la Fédération reconnaît la qualité de membre associé à la Fédération Tahitienne de Natation (FTN) en vue de promouvoir et d'accompagner le développement de la natation sur ce territoire selon une convention de coopération conclue entre la FFN et la FTN. Cette dernière participe à l'assemblée générale de la Fédération avec voix délibérative dans les mêmes conditions que les ligues régionales et selon un nombre de voix déterminé par l'article 5 des statuts ».

Article 43.2 :

Précision proposée s'agissant des conséquences d'une condamnation pour violation des règles anti-dopage qui s'appuie sur l'article 11 des « Doping control rules » édictées par AQUA.

« Tous les résultats individuels ~~et/ou remis aux équipes~~, obtenus lors d'une compétition par le sportif sanctionné pour une violation des règles antidopage seront annulés.

Le Comité Directeur de la FFN se réserve le droit de prendre toute mesure raisonnablement envisageable pour réaffecter et distribuer les prix et gains aux sportifs qui y auraient eu droit si le sportif sanctionné n'avait pas pris part à la compétition concernée.

Lorsque le sportif démontre qu'il n'a commis aucune faute ou négligence en relation avec la violation, ses résultats individuels dans d'autres compétitions ne seront pas annulés, à moins que les résultats obtenus dans d'autres compétitions que celle au cours de laquelle la violation des règles antidopage est intervenue n'aient été vraisemblablement influencés par cette violation.

Lorsqu'un membre d'un relais en natation, ou d'une équipe en eau libre, ou d'un duo ou d'une équipe en natation artistique ou d'un plongeur en plongeon synchronisé est sanctionné pour une violation des règles antidopage, le résultat de tout le relais, duo ou équipe dans cet événement sera annulé, avec toutes les conséquences résultantes, y compris la perte de toutes médailles, points et récompenses.

Lorsqu'au moins deux joueurs de la même équipe voient leur résultat d'un match de water-polo annulé pour violation des règles antidopage, le résultat de toute l'équipe sera annulé pour ce match, avec toutes les conséquences résultantes, y compris la perte de toutes médailles, points et récompenses ».

Les membres du Bureau sont invités à revenir vers Antoine d'ici la fin de la semaine pour toutes autres remarques et commentaires sur ces propositions, en vue de leur présentation au Codir du 24 avril prochain.

2. Affaires financières

2.1 – Point à date sur les licences

- ✓ 336 967 licences (+ 6 299 licences par rapport à N-1, soit une augmentation de 1,90 %)
- ✓ 9 289 licences migration (- 200 licences par rapport à N-1)
- ✓ 7 319 licences en attente (- 300 licences par rapport à N-1)
- ✓ 6,202 M€ (+ 9 079 € par rapport à N-1, soit + 0,15 %)
- ✓ Amélioration, avec quelques ligues encore en retard

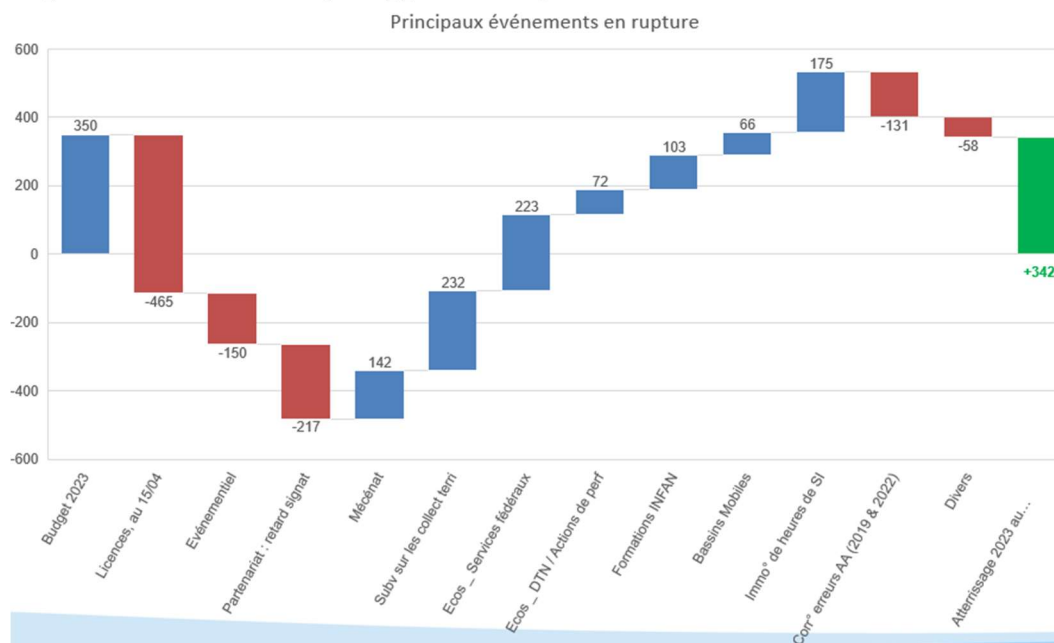
2.2 – Point atterrissage définitif

Alexandra Laboucheix revient en introduction sur l'intervention du CAC déjà présentée lors du Bureau du 13 mars dernier (cf BO n° 2617).

Concernant l'atterrissage 2023, arrêté au 15 avril 2024 :

- ✓ Pour rappel, le budget 2023 a été voté en début d'exercice à + 350 K€
- ✓ Au 1^{er} mars 2024, après l'intervention des CAC, nous enregistrons + 247 K€
- ✓ Entre le 1^{er} mars et le 15 avril 2024, comptabilisation des licences souscrites entre le 26/02/2024 et le 15/04/2024, estimées à environ 100 K€
- ✓ Atterrissage au 15 avril 2024 à + 342 K€

Les principaux éléments en écarts par rapport au budget :



Jean-Luc Manaudou demande des précisions sur l'immobilisation des heures des SI.

Alexandra Laboucheix explique que les développeurs salariés des SI travaillent désormais pour a minima 50% de leur temps sur le programme Aquavista qui est un investissement fédéral. A partir du moment où cette masse salariale est immobilisée, on transforme les charges de personnel en investissement. Ces charges (temps de travail) sont capitalisées sur le projet Aquavista amorti sur deux olympiades. On passe donc d'un budget de fonctionnement à un budget d'investissement.

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

2.3 Point partenariat Bioderma

Suite au partenariat signé avec Flunch fin 2023, la Fédération a signé en janvier 2024 un contrat de partenariat de 3 ans (2024-2026) avec la Société Bioderma, à hauteur de 100 000€ HT / an, avec pour label : « Protecteur Officiel et Partenaire Officiel de la FFN, de l'Equipe de France de Natation et de la peau des nageurs de l'équipe de France de Natation ».

Ils seront physiquement présents en 2024 :

- aux Championnats de France 50m Elite à Chartres ;
- aux Championnats de France de Natation Artistique à Cannes ou Sète ;
- aux Championnats de France Maîtres à Montpellier ;
- sur 5 des 13 étapes de l'EDF Aqua Challenge.

Concernant les droits à l'image collective de l'équipe de France :

- Réalisation d'une campagne de pub en TV avec un clip de 30 secondes réalisée avec les athlètes des équipes de France
- Campagne digitale
- Mise en place de PLV en pharmacie

Les rushes de la publicité TV sont présentés aux membres du bureau. Laurent Ciubini remercie toutes les parties prenantes à la réalisation de ce clip.

3. Retour sur le Giant Open 2024

Laurent Ciubini fait un retour sur les points forts du Giant Open des 23 et 24 mars 2024 :

- ✓ 2 ambassadeurs de renoms : Florent Manaudou (ambassadeur de la compétition auprès des athlètes internationaux) et Alain Bernard (directeur de la compétition)
- ✓ Des épreuves qualificatives et des spectacles, toutes nages confondues
- ✓ Un programme hospitalité important
- ✓ 2000 spectateurs privilégiés et des milliers de téléspectateurs, grâce à un plan média optimal : France TV, RMC...
- ✓ 200 nageurs français et internationaux
- En termes de visibilité :
 - ✓ Installation d'une panneautique LED avec une animation pour l'ensemble des partenaires du Giant Open 2024.
 - ✓ Diffusion de spots publicitaires sur les écrans géants 2 fois par session d'épreuves.
- Mise en place d'une activation « Flunch » :
 - ✓ Record du meeting Hophophop by Flunch qui met en lumière les meilleurs records féminin et masculin tout au long du meeting.
 - ✓ Escort Kids Flunch habillé d'un t-shirt dédié Flunch Hophophop qui accompagnent les nageurs de leur entrée jusqu'à leur plot de départ lors des épreuves de l'après-midi. Une autre équipe d'EK prennent en charge les bacs d'affaires personnelles des nageurs à côté des plots.
 - ✓ Espace dédié enfants Flunch dans la tente des nageurs avec un goûter Flunch traiteur, une rencontre avec Alain Bernard et une remise de goodies Flunch à tous les enfants.
- En termes d'activations digitale :
 - ✓ Publication spécifique Records du meeting Flunch Hophophop.
 - ✓ Relais sur les réseaux du Giant Open
 - ✓ Publication des vidéos « Questions aux géants » avec Flunch : des questions posées par les internautes à destination des nageurs.

- ✓ Les réponses des nageurs ont été filmés lors du week-end de compétitions et seront diffusés sur les réseaux du Giant Open.

- Diffusion sur BeinSports des sessions finales sur les 2 jours de compétition et sur France TV.
- 43 400 vues sur nos pages web officielles
- 55 317 ouvertures de news
+ de 300 000 téléspectateurs
- 40 articles parus
- 18 médias accrédités
- 836 982 impressions sur les réseaux sociaux

Lazreg Benelhadj tient à souligner la grande réussite de cette compétition, un grand moment vécu, à la hauteur de notre sport. Un grand bravo à tous les acteurs de ce succès !

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

4. Affaires sportives

4.1 – Modalités de sélections pour les JO (en annexe)

Le Bureau valide à l'unanimité les modalités de sélections pour les JO (format CNOSF) pour la natation course, le plongeon et la natation artistique. Les modalités de l'eau libre et du water-polo ayant déjà été validées, l'ensemble des modalités de sélections des disciplines Olympiques de la FFN sont validées à l'unanimité.

4.2 – Sélections Eau Libre pour les Championnats d'Europe de Belgrade (en annexe)

Le Bureau valide les sélections Eau Libre pour les Championnats d'Europe de Belgrade.

4.3 – Critères de sélections pour les Juniors en Eau Libre (en annexe)

Julien Issoulié explique que des temps à faire en bassin ont été remis avant les sélections aux Championnats d'Europe. Des regroupements sur la population junior ont été organisés tout au long de l'année par Benjamin Tranchard, Frédéric Barale et Pierre Hui avec notamment un travail sur les 5km, 7,5km et 10km, les stratégies de course, le ravitaillement et la gestion des temps de course.

Lazreg Benelhadj s'interroge sur le seul critère de sélection du 400 NL qui ne requiert pas les mêmes compétences.

Julien Issoulié répond que l'idée est d'attirer ceux qui nagent vite. Cette sélection du 400 NL n'est qu'une étape de préqualification avant la qualification en eau libre.

Ces critères de sélection seront soumis à la validation du Codir le 24 avril prochain.

5. Calendrier institutionnel

- ✓ **Mercredi 24 avril 2024 à 14h00 : Comité Directeur**
- ✓ **Mercredi 22 mai 2024 à 14h00 : Bureau**

6. Questions diverses

6.1 - Intervention de Stéphane Metzger

- Information sur l'audition de la Ligue Grand Est par la brigade financière de Nancy dans le cadre de la procédure en cours sur le préjudice subi par la ligue suite aux malversations de l'ancien président de la ligue : le Procureur de la République a décidé d'attaquer l'ancien président de la ligue au pénal. La Ligue quant à elle ne se positionnera pas pour un recours au pénal.

- CFL U12 de Water-Polo : Stéphane Metzger revient sur la communication adressée hier par le département water-polo dont le message ne lui semble pas bon pour les CNHN concernant la sélection en EDF. Il devait par ailleurs y avoir une anticipation du lieu afin de réduire les coûts, ce qui n'est pas le cas. Il rappelle que les coûts de déplacement pour la CFL sont très onéreux. Il est dommage de priver des gamins de compétition uniquement pour des raisons économiques. Nous ne pouvons pas nous priver de nos meilleurs éléments si nous voulons être représentatifs.

Gilles Sézional rappelle que seules 3 ligues étaient partantes pour participer à la CFL U12.

Patrick Perez : tout est une question d'interprétation car on ne parle pas d'EDF dans cette communication. Julien Issoulié précise qu'il n'y a pas d'équipe de France liée à cette catégorie ni d'objectif de performance. L'idée est que les gamins travaillent ensemble. Le seul critère n'est pas la CFL puisqu'il y a aussi le PPF. Au regard des arguments financiers et de la perception des clubs au sein des ligues sur le budget accordé par une ligue pour cette discipline, il est important de garder en tête que les budgets cumulés des EDF de waterpolo sont supérieurs à ceux de l'équipe de France de natation. C'est bien la spécificité de la FFN avec un sport co en son sein.

La solution serait peut-être de sanctuariser une part dans le budget fédéral ou de la part territoriale pour organiser ces compétitions afin que les ligues n'aient plus que les charges de transport.

Il précise d'autre part que l'organisation sur Albi a été annoncée il y a plusieurs mois et que c'est certainement une des éditions la moins couteuse au regard des propositions d'hôtellerie..

Seule une incertitude réside encore pour l'organisation sur Taverny, car les élus locaux n'ont pas confirmé leur capacité à organiser cet événement.

6.2 – Dates des Championnats de France Open d'Été à Pierrelatte

Suite à des rumeurs de modification de dates des Open d'Été à Pierrelatte, Joël Pineau demande si celles-ci sont bien maintenues.

Julien Issoulié confirme que le bureau a décidé de garder les dates proposées ; à savoir du **16 au 21 juillet 2024**.

Gilles Sézional remercie pour les échanges. Il réitère ses remerciements à Florent Manaudou pour son investissement en tant qu'Ambassadeur du Giant Open, et félicite Laure Manaudou qui honore notre sport en sa qualité de première porteuse de la flamme olympique. Concernant les porte-drapeaux nous sommes en attente des décisions du CNOSF.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16h15.

La Secrétaire Générale
Dominique CUPILLARD

Le Président
Gilles SEZIONALE